

14 h 30, tandis que le gros des manifestants continue à refluer en direction d'un vaste pré, une barricade est édiflée sur la route du Devin à Faverges. Une assemblée générale décide le retour sur Poleyrieu.

Quelques groupes continuent à s'affronter aux CRS sur les hauteurs de Faverges.

----- - Marche MONTALIEU  
 [diagonal lines] - Lieux de barrages  
 [cross-hatch] - Lieux des affrontements



...nent sans tarder.  
 19 h, perquisition chez Josiane et Joseph Vincensini, à Poleyrieu ; cinq cars de CRS et une camionnette de gendarmerie qui bloquent les routes d'accès ; les CRS armés au poing cernent la maison. La maison est fouillée, ses occupants, une trentaine de personnes, sont contrôlés.

## Lettre ouverte de Michel Grandjean



Michel Grandjean évacué par des camarades allemands. C'est aussi un groupe de secouristes allemands qui a évacué le Maréchal des Logis - Chef ayant eu la main arraché par sa grenades...

Il me faut affirmer que je suis radicalement, fondamentalement, opposé à la construction du surgénérateur et à la politique du Tout nucléaire. Néanmoins, je savais qu'il était impossible de prendre d'assaut le site, je ne suis donc pas allé à Malville dans le but (l'espoir) d'attaquer ni la centrale, ni les forces de l'ordre. Non-violent par réalisme et non pas principe, j'étais donc favorable à un rassemblement pacifique pour tant qu'on nous laissait nous rassembler pacifiquement. J'étais donc très heureux de constater le grand nombre de manifestants, heureux

de ces 60 000 personnes, heureux aussi du grand nombre d'étrangers. Seulement voilà. Jannin avait décidé qu'à TOUT PRIX, on ne se rassemblerait pas, on ne passerait pas. Voilà pourquoi, bien que n'ayant cherché à AUCUN moment cet affrontement avec les forces de l'ordre, je me suis vite rendu compte que l'expression de Jannin inculait toutes les formes de répression, meurtre compris.

Voilà pourquoi il nous a laissé pénétrer dans le périmètre interdit là où il l'avait décidé. Voilà pourquoi une fois que la manifestation s'est trouvée enlées dans

ce guet-apens, il a donné l'ordre d'utiliser, comme jamais cela n'avait été fait auparavant, des grenades offensives.

En ce qui me concerne, j'étais assis dans un champ de pommes de terre, « sonné », le souffle coupé par les gaz. Quand par-dessous le bosquet derrière lequel je me trouvais, tiré au mousqueton à longue distance, une pluie de grenades offensives s'est abattue. L'une d'entre elles est tombée à mes pieds, je n'ai pas eu le temps de me relever, qu'elle explosait et me déchiquetait la jambe droite. J'étais à ce moment là en retrait.

J'en profite pour remercier de toutes mes forces les manifestants allemands qu'on a tant dénigrés et qui m'ont sauvé la vie. Malgré les grenades, malgré la charge violence des policiers, ils m'ont transporté vers les secours et m'ont permis de bénéficier des soins les plus rapides. Je n'avais pas choisi la violence, j'avais choisi d'être PRESENT. Au risque de faire sourire, il s'agissait pour moi d'une sorte d'impératif moral à l'égard des futures générations, de l'avenir, plus concrètement pour moi, de ma vie et de celle de mon enfant.

J'ACCUSE JANNIN D'AVOIR VOULU TUER, D'AVOIR TUE. En donnant l'ordre d'une telle utilisation des grenades offensives, il savait que lorsqu'on donne l'ordre de tirer, la conséquence serait la mort et la mutilation des manifestants. Il faut rappeler que les grenades offensives sont des armes militaires, qu'elles provoquent, en explosant, un cratère de 1 m de diamètres et que ce sont elles qui ont tué Vital Michalon, qui ont arraché le bras de mon nouvel ami allemand et qui m'ont déchiqueté la jambe.

Il y a là quelque chose d'inacceptable. J'EN APPELLE à tous ceux pour lesquels le mot vie a un sens, à tous les manifestants de Malville pour imposer l'interdiction de ces grenades offensives et pour réclamer l'inculpation du préfet Jannin. Non pas qu'il y ait de bonnes ou de mauvaises armes de répression, mais il y a manifestement une escalade. Ce qui, hier, était bavure, devient aujourd'hui pratique systématique. L'inavouable (on prenait la peine dans les préfectures et au ministère de l'Intérieur, il y a encore quelques mois, de démentir les tirs rendus de grenades lacrymogènes ou l'utilisation de grenades offensives) la barbarie devient une méthode anodine et acquiesce. Des moyens de guerre ouverte sont utilisés sans qu'AUCUNE nécessité de sécurité ou de défense pour les forces de l'ordre puissent les légitimer. C'est ainsi que l'interne de service qui a rempli ma fiche à mon arrivée à l'hôpital a eu l'ironie macabre d'inscrire sur celle-ci, entouré d'un cercle : « C'est la guerre ! » Son humour méchant de carabin avait malgré tout touché juste : Malville,

c'était la guerre contre 60 000 personnes et de manière réelle.

Ni bavures ni panique ne peuvent expliquer l'attitude du préfet Jannin et celle de ses supérieurs. On ne tue pas dans ces conditions par hasard et pour rien. S'ils ont osé, c'est qu'il y avait préméditation.

Mais il n'y a qu'eux pour croire qu'on peut effacer une révolte, tirer un trait sur un mouvement comme celui-ci avec de tels procédés. Si je fais cette lettre aujourd'hui, si je lance cet appel, c'est donc moins pour moi (je ne retrouverai pas ma jambe) que pour ceux que je sais qu'il y a eu d'autres marches, d'autres manifestations. Si massivement nous ne réagissons contre de tels moyens, ils seront désormais considérés comme « acquis ». Et il y aura alors d'autres morts, d'autres mutilations. Et plus tard encore, d'autres limites franchies, insensiblement, vers un état de guerre permanent contre ceux qui veulent pouvoir dire non.

A.M. GRANDJEAN.